

LE PLANETARIUM de Ghassan Salamé

Du privilège de payer des impôts

Les Français râlent comme tout le monde lorsqu'ils remplissent leur déclaration d'impôts. Pourtant, le niveau d'imposition révèle bien le taux de démocratie d'un pays. Conséquence parfaite de l'adage connu : seuls les payeurs ont voix au chapitre.

Maintenant que votre tiers provisionnel a bien été débité et que votre déclaration d'impôts a été dûment remplie, respirez bien fort et jouissez du privilège unique d'être des contribuables. Bien cher, ce privilège, certes. Mais c'en est un. On peut en effet mesurer l'état d'avancement d'une société, le niveau d'enracinement d'une démocratie à l'excellence de son système fiscal. La société rentière est celle où le souci de production est absent, où les impôts sont inexistantes, et où l'Etat, pour fonctionner, n'a aucun besoin de solliciter la contribution financière des citoyens. Mais c'est là un paradis, diriez-vous. Non ! C'est plutôt un enfer, et bien plus courant que l'on croit. Selon la bonne vieille maxime de Westminster, il ne devrait pas y avoir de taxation sans représentation. A l'inverse, les gouvernements qui n'exigent rien de leurs citoyens ne leur donnent en retour aucune voix au chapitre. La représentation, cela se paie, et bien des gouvernements de la planète préfèrent ne rien demander à leurs gouvernés plutôt que de partager le pouvoir avec eux, ou de leur donner un droit de regard sur la marche de l'Etat. Qui ne paie pas ne parle pas. L'Etat qui réussit à distribuer des biens, des services et des salaires sans rien demander à sa population n'a aucune raison de lui offrir, en prime, le droit de vote. La majorité des pays du tiers-monde préfèrent ainsi rejeter l'imposition pour éviter la démocratisation. Si le pays est pétrolier, gazier ou minéralier, il puisera dans ses puits assez d'argent pour garder l'Etat hors de portée des citoyens, indépendant de leurs contributions et, partant, sourd à leurs revendications. S'il n'a pas ces

prodiges dans son sous-sol, l'aide étrangère est judicieusement utilisée comme une rente, une espèce de manne qui tombe du ciel sous lequel Dieu a placé les pays riches, et qui permet au gouvernement de survivre en devises, alors que la population est réduite à sous-vivre en monnaie nationale. La rente peut aussi être politique quand les dettes de l'Etat sont effacées ou son budget grassement alimenté par l'aide des pays riches, pour le récompenser de quelque geste, comme ce fut le cas plus d'une fois pour l'Egypte et pour la Pologne. Dans les pays rentiers, si contestation il y a, elle porte sur le partage de la rente entre factions rivales, mais n'est porteuse d'aucun projet démocratique.

Pour éviter le couple imposition-démocratisation, les régimes autoritaires multiplient les « tuyaux » de toutes sortes. La plupart s'endettent tant qu'ils trouvent des banques ou des organisations internationales disposées à leur prêter de l'argent. D'autres font marcher la planche à billets sans aucune retenue, produisant une folle inflation que l'Amérique latine d'hier ou le Zaïre d'aujourd'hui ne connaissent que trop bien. D'autres, plus courageux, vendent des bons du Trésor, mais ils cherchent à limiter cette source autant que possible : l'endettement interne est en effet une forme de taxation de produits importés, pratique qui est de moins en moins adaptée à l'heure actuelle où le libre-échange est devenu une religion quasi universelle. Reste à réduire les dépenses de l'Etat, mais cela est plus facilement dit que fait, au vu des risques de révolte sociale. On peut aussi penser taxer les étrangers en épargnant les locaux ; mais chaque fois qu'un pays du Sud a tenté cela (comme les Saoudiens, il y a peu), il a assisté au départ des investisseurs étrangers autant que des expatriés, dont la présence est indispensable. Que faire lorsque tous ces « tuyaux » auront été épuisés ? Réprimer plutôt que de démocratiser. La plupart des dirigeants du Sud savent y faire tout seuls, quand ils ne demandent pas un coup de main à quelque protecteur externe. Lorsque, au Sud, on appelle à démocratiser, il faut garder l'œil sur la qualité du système fiscal du pays pour supputer les résultats éventuels de cette démocratisation. Lorsque, au Nord, on promet, au contraire, d'alléger les impôts, il faut rire au nez de celui qui le fait. Les paradis fiscaux existent pour les capitaux, pas pour les gens. Ceux-là, s'ils veulent continuer à parler, doivent continuer, aussi, à payer. L'impôt, c'est la redevance de la liberté d'opinion. Et celle-ci, même chèrement payée, est un vrai privilège. ■